



Lettre n° 209 du 3 octobre 2021

Au sommaire :

- **Contre la folie spéculative des marchés et la religion du profit, Échelle mobile des salaires, répartition du travail, socialisation du secteur de l'énergie** - *Galia Trépère*
- **Mettre au cœur de la politique du NPA, la nécessité du contrôle des travailleurs pour en finir avec le capitalisme et construire un nouveau mode de production** - *Contribution aux discussions au sein du NPA -22/09/21*

Contre la folie spéculative des marchés et la religion du profit, Échelle mobile des salaires, répartition du travail, socialisation du secteur de l'énergie

J eudi dernier, Castex, le Premier ministre, est intervenu au 20 heures de TF1 pour tenter de déminer l'explosion de colère que pourrait entraîner l'augmentation brutale des prix du gaz, de l'électricité et des carburants à la pompe alors que la hausse officielle de l'ensemble des prix atteint déjà 2,8 % sur l'année, et plus encore ceux de l'alimentation, les produits frais en particulier. Macron et son gouvernement se rappellent comment a débuté le mouvement des Gilets jaunes il y a trois ans et ils craignent qu'une révolte comparable s'étende aujourd'hui aux entreprises où les travailleurs subissent de plein fouet l'offensive patronale.

Castex a donc tenté de faire croire que le gouvernement allait agir pour limiter la hausse des prix de l'énergie. Il a même promis un « *bouclier tarifaire* », rien moins que ça, un blocage des prix du gaz d'octobre à mars ou avril 2022, un « *lissage* » en fait pendant la hausse envisagée, l'État comptant se rattraper sur une baisse des prix qui surviendrait ensuite. Sur le prix de l'électricité dont une augmentation de 12 % était annoncée pour février 2022, il indique qu'il limitera celle-ci à 4 % sur la période allant de février 22 à février 23 en baissant provisoirement une des taxes qui augmente son prix, la TICFE (taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité).

Autant dire qu'ils se moquent de nous ! Il n'est même pas question de baisser ou supprimer la TVA actuellement à 20 % des prix de l'énergie. Une solution simple pourtant mais le gouvernement Macron comme ses prédécesseurs ne réduisent que les impôts des plus riches et des groupes capitalistes, pas les taxes indirectes comme la TVA, particulièrement injustes parce qu'elles appliquent le même

pourcentage à tout le monde, quels que soient les revenus, et pèsent lourdement sur les plus pauvres.

Rien dans ces mesures n'égratigne un tant soit peu les multinationales françaises du secteur Energie, Engie (l'ancien GDF-Suez), Total, EDF... « *In fine*, dit-on à Matignon d'après un article des *Echos* du 1^{er} octobre, *les recettes d'Engie ne sont pas affectées* ». La hausse du prix du gaz de 12,6 % qui intervient ce 1^{er} octobre n'est pas annulée alors que cette hausse, ajoutée à celles qui ont déjà eu lieu depuis le début de l'année, atteint plus de 57 %. Total qui avait déclaré il y a 5 mois qu'il verserait 7,6 milliards de dividendes en 2021, vient d'annoncer son intention de lancer d'ici à la fin de l'année un programme de rachat d'actions de 1,5 milliard de dollars, histoire d'en faire monter le cours pour le plus grand bénéfice de ses actionnaires.

Mettre un coup d'arrêt à la folie spéculative des marchés de l'énergie

Cet emballement des prix de l'énergie n'est pas une difficulté passagère franco-française. Ainsi « *La Chine*, explique Martine Orange dans un article publié le 1^{er} octobre sur *Médiapart*¹, *fait face à une véritable crise énergétique. En quelques jours, les arrêts de production, les rationnements d'électricité dans certaines villes et certaines provinces, voire des black-out imposés par le gouvernement chinois, se sont multipliés pour faire face au manque d'électricité* ». Le pouvoir chinois envisage de faire redémarrer des centrales électriques à charbon qu'il avait arrêtées pour limiter les émissions de gaz carbonique. Comme l'envisa-

¹ *Marché gazier : la tempête que personne n'avait vue venir.*

gent aussi des gouvernements européens pour réduire la facture trop élevée de gaz quand ils ne se replient pas, comme en France, sur les centrales nucléaires.

En réalité, ce qui se joue sur les marchés mondiaux de l'énergie, combiné aux conséquences économiques de la pandémie -comme par exemple les ruptures d'approvisionnements en semi-conducteurs qui mettent à l'arrêt des chaînes de production comme dans l'automobile-, est d'une extrême gravité, une véritable tempête dont personne n'est encore en mesure de prévoir les effets, résultat de la libéralisation à l'échelle mondiale de l'ensemble de l'économie, et en particulier du secteur de l'énergie d'autant plus important qu'il est au cœur de la crise écologique. C'est l'expression de la faillite de la « concurrence libre et non faussée » dont tous les gouvernements ont vanté aux populations les prétendus mérites quand ils ont privatisé les monopoles publics de l'énergie, en France, EDF et GDF.

Les approvisionnements en énergie, comme en matières premières mais aussi en produits alimentaires de première nécessité, sont soumis à la rapacité des multinationales qui les contrôlent et à leurs spéculations. Et qu'importe si un chaos généralisé s'ensuit dans l'économie mondiale, chacun des acteurs des marchés financiers étant à l'affût, contre leurs semblables, de toutes les sources de profits possibles sans lesquels leur incessante activité spéculative pourrait s'effondrer.

Plus que jamais, l'urgence est à l'expropriation de ces multinationales et sociétés de finance, au changement de système, de mode de production, pour une économie qui soit propriété collective de la population, et planifiée démocratiquement à l'échelle mondiale.

Dans l'immédiat, il s'agit d'imposer la renationalisation sous le contrôle des travailleurs de tous les groupes capitalistes du secteur énergétique, gaz, électricité, pétrole, nucléaire.

Augmentation des salaires, indexation sur le coût de la vie

L'augmentation des prix de l'énergie est spectaculaire, elle réduit le pouvoir d'achat déjà en baisse. Mais il n'est pas question pour le gouvernement d'augmenter les salaires, dans la Fonction publique, ou d'exiger des patrons qu'ils le fassent dans le privé. Il l'a annoncé haut et fort en n'augmentant pas le Smic au-delà de l'obligation légale. Les dépenses incontournables représentent une partie toujours plus importante des salaires, souvent amputés par le chômage partiel, des pensions de retraites ou des minimas sociaux qui stagnent, des allocations de chômage en chute libre.

Le gouvernement a le culot de prétendre que ce n'est pas à cause des salaires trop bas que les patrons n'arrivent pas à embaucher dans les « secteurs en tension », la restauration, la logistique, l'assistance aux personnes âgées ou handicapées, etc. Il met en avant les primes, financées par l'État ou les conseils départementaux, attribuées depuis le 1^{er} octobre aux personnels d'aide à domicile et de

soins infirmiers employés dans le secteur associatif. Et Macron s'est payé le ridicule d'annoncer une « défiscalisation » des pourboires pour les serveuses et serveurs.

La réalité, ce sont les salaires très bas qui ne permettent pas de vivre correctement et même parfois de ne pas finir à la rue. La seule issue à cet appauvrissement insupportable est l'augmentation des salaires et des minimas sociaux, leur indexation automatique sur la hausse des prix et pas de revenu, quel qu'il soit, à moins de 1800 euros nets par mois.

Face au chômage, répartition du travail entre toutes et tous

Le gouvernement veut obliger les travailleurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire. C'est l'objectif de la réforme de l'assurance-chômage dont le 2^{ème} volet, le calcul des allocations, vient d'entrer en application le 1^{er} octobre. L'Unédic considère que 1,15 million de demandeurs d'emploi -4 chômeurs sur 10- verront leur Aide au Retour à l'Emploi diminuée en moyenne de 17 %.

Avec ce nouveau mode calcul, les périodes d'« inactivité » entre des contrats courts seront décomptées et diminueront d'autant les indemnités. Le gouvernement veut sanctionner, culpabiliser et accuser les chômeurs d'être les responsables de leur situation alors qu'ils ne font que subir les conséquences des politiques patronales et gouvernementales.

Le moyen d'en finir avec ce fléau, ce sont des embauches massives dans les services publics, la Santé, l'Education, les services sociaux, et la répartition du travail entre toutes et tous. Dans bien des entreprises où les directions n'ont cessé de réduire les effectifs en aggravant la charge de travail de chacun.e, il faudrait doubler les postes. Partout, il faut imposer la baisse du temps de travail sans diminution de salaire et des embauches jusqu'à résorber complètement le chômage.

Un système failli

Pendant que le nombre de pauvres dont beaucoup ont un emploi, augmente, l'argent coule à flots pour les actionnaires et les plus riches, au prix d'une exploitation accrue des travailleurs et grâce aux dizaines de milliards d'aides et de subventions accordées par l'État, le « quoi qu'il en coûte » pendant la pandémie. Ce sont 51 milliards d'euros -10 milliards de plus qu'en 2020- qui devraient être versés aux actionnaires en 2021 et les patrons du CAC40 devraient toucher chacun 5,3 millions d'euros en moyenne de rémunération sur la même période.

Les capitalistes, les grandes fortunes ne savent que faire de leur argent mais leur système risque de s'effondrer si les profits n'augmentent pas sans arrêt. Il leur faut alimenter la spéculation financière, l'avidité de leurs capitaux en richesses dont la seule origine est en fin de compte le travail humain. C'est l'expression de la faillite de leur système, du capitalisme et de sa logique infernale : il n'est

capable de se survivre qu'au prix de toujours plus de régression sociale !

Face aux risques d'explosion sociale, les capitalistes et leurs serviteurs du bloc réactionnaire LREM, LR, RN et ses dérivés, cherchent à susciter des contre-feux, à propager des idées de haine, racistes, xénophobes destinées à diviser les travailleurs entre eux. Quotidiennement, sur les chaînes d'information en continu BFM, LCI et Cnews, la parole est donnée à de prétendus experts chargés de démontrer le bien-fondé des décisions gouvernementales et patronales. Un Zemmour, que le groupe Bolloré a propulsé en tant que chroniqueur vedette de sa chaîne Cnews, peut maintenant déverser sa haine de l'islam et des migrants, son mépris des travailleurs et des femmes dans tout l'espace médiatique. Sa présence dans la campagne des présidentielles « booste » ses concurrents. Le Pen revendique un référendum sur l'immigration, Bertrand et Péresse ne sont pas en reste sur le même terrain, Philippe, l'ancien premier ministre de Macron a eu cette idée géniale de porter l'âge de la retraite à ... 67 ans. Une offensive réactionnaire nourrie par le gouvernement lui-même, ses actes, ses lois discriminatoires à l'égard des musulmans et dernièrement sa décision de limiter le nombre des visas pour les personnes en provenance du Maroc et de l'Algérie.

Mettre un coup, d'arrêt à l'offensive antisociale et réactionnaire, le 5, tous en grève et dans la rue

Le 5 octobre, les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef appellent à une journée de grèves et de manifestations pour l'emploi et les salaires. Même si on pense qu'une journée, a fortiori sans lendemain, est bien incapable de nous permettre d'obtenir quoi que ce soit de nos revendications, nous avons tout intérêt à nous en saisir pour manifester notre révolte, discuter avec nos collègues de travail, ami.es, voisin.es de la situation, des possibilités de faire entendre nos besoins, nos droits, organiser des réunions préparatoires quand c'est possible, faire grève et manifester ensemble, rencontrer des salarié.es d'autres entreprises, d'autres secteurs, développer des liens démocratiques, de solidarité et de confiance dans la lutte collective.

Saisissons-nous de cette occasion pour populariser l'idée que tout être humain a le droit d'avoir un emploi et un salaire décent, que les seuls étrangers dans ce pays sont les responsables de la régression sociale, les capitalistes et leurs serviteurs politiques, que leur système fondé sur la propriété capitaliste et l'accaparement de toujours plus de richesses par une minorité est failli.

C'est l'ensemble de ce système qu'il nous faut contester, l'avenir appartient à la prise en main par les travailleurs de leurs propres affaires, de l'organisation démocratique de leurs luttes, de leur contrôle sur l'ensemble de l'économie pour faire profiter toute la population des fruits du travail collectif et engager les transformations nécessaires à la préservation de l'environnement.

Galia Trépère

Mettre au cœur de la politique du NPA, la nécessité du contrôle des travailleurs pour en finir avec le capitalisme et construire un nouveau mode de production

L'été est venu illustrer dramatiquement les traits dominants de la situation tant nationale qu'internationale : régression sociale et politique alors que les profits explosent ; crise écologique engendrée par la folle et absurde course au profit et à la concurrence capitaliste mondialisée ; incurie des classes dominantes et des États confrontés à la crise sanitaire ; tournant dans la politique internationale après 20 ans de guerre dite contre le terrorisme et la déroute américaine.

Depuis le 12 juin, Macron a accentué son offensive contre le monde du travail, instrumentalisant les inquiétudes suscitées par la pandémie pour diviser, soumettre l'opinion par le pass sanitaire, attaquer le personnel hospitalier hier applaudi, aujourd'hui dénoncé. La police sanitaire accompagne l'offensive antisociale, sécuritaire et policière, raciste et contre les migrants, y compris fuyant les talibans. Cette offensive nourrit la montée des idées et des forces réactionnaires.

Les manifestations du samedi ont, tout au long de l'été, exprimé la colère d'une large fraction des classes populaires. Une grande confusion y régnait, focalisée autour

des antivax, mais cette confusion et ses acteurs d'extrême droite ont trouvé le terrain libre du fait de la passivité de la gauche syndicale et politique soumise, en fait, à la politique de Macron. Et, à travers le pays, grèves et conflits locaux ont eux aussi exprimé le ras-le-bol généralisé.

Il manque une conscience de classe, conscience de ses propres intérêts politiques, une force politique structurée en rupture avec la cacophonie des partis institutionnels qui postulent au pouvoir pour gérer les affaires des classes possédantes, une voix indépendante de la gauche de gouvernement, une voix qui porte le mécontentement, la révolte du monde du travail et des classes populaires et trace une perspective pour la convergence des luttes et changer le monde, maintenant.

Derrière la reprise, l'euphorie des profits et des bourses, une offensive contre les travailleurs

Aujourd'hui le gouvernement se félicite de la reprise. Cette reprise est d'abord celle des profits alimentés par les plans de relance qui s'investissent avant tout dans les spécula-

tions boursières et financières, le rachat d'entreprises, une concentration sans cesse croissante du capital alors qu'à l'opposé les inégalités se creusent, la misère, la pauvreté font des ravages.

L'inflation et avec elle les prix partent à la hausse rognant encore plus le pouvoir d'achat. Rien n'est fait en direction des plus défavorisés comme le prouve l'augmentation du SMIC de moins de 35 euros, le minimum que la loi impose. Le 1^{er} octobre s'applique la réforme chômage, celle des retraites reste dans le calendrier.

Cette reprise inattendue est extrêmement précaire. Concentration toujours plus grande des richesses à un pôle et accroissement des inégalités, de la pauvreté et de la misère à l'autre, l'exacerbation de la concurrence mondialisée et l'explosion des dettes conduisent inévitablement à une nouvelle phase aiguë de la crise capitaliste sans même parler de l'impuissance des États à maîtriser la pandémie.

Faillite économique, catastrophe écologique en cours, pandémie, l'urgence de changer le mode de production et d'échange

L'État de la planète et de la société n'est pas la conséquence de différentes crises dont les effets se surajouteraient mais bien la conséquence de la façon dont l'humanité, aujourd'hui, produit et échange les richesses sous la férule du capital.

La pandémie elle-même est la conséquence de l'évolution des rapports entre la société humaine et la nature sous les effets de la course globalisée à la compétitivité, du productivisme. Elle est partie prenante de la crise écologique, le déclencheur et l'accélérateur d'une débâcle économique dont la reprise actuelle ne fait que retarder les échéances.

Toutes les réponses aux drames et catastrophes auxquelles l'humanité est confrontée se heurtent aux frontières nationales et aux rivalités entre États, au désordre de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales.

Seule une planification démocratique de l'économie, sous le contrôle des travailleurs et de la population, permettrait que la production soit organisée en fonction des besoins sociaux dans le respect des équilibres naturels. Il faut changer le système et construire une autre façon de produire et d'échanger.

20 ans de guerre contre le terrorisme et la débâcle de Kaboul, la globalisation de la concurrence ou la globalisation du militarisme

La débâcle des USA et de leurs alliés lors de la chute de Kaboul le 15 août à deux semaines de la commémoration des attentats du 11 Septembre a signé l'échec du nouvel ordre mondial de Bush. L'offensive libérale et impérialiste engagée depuis 40 ans par les USA et les vieilles puissances capitalistes, les prétentions des USA à dominer et régenter la planète connaissent un cuisant échec. La

prétendue guerre contre le terrorisme avait en fait pour objectif de faire du XXI^{ème} siècle le siècle américain. Elle a englouti en vingt ans des milliards de dollars, sacrifié des centaines de milliers de vies humaines, accentué le désordre et les tensions internationales. Le terrorisme des grandes puissances n'a fait qu'entretenir ce qu'il prétendait combattre. Cette aventure meurtrière s'est brisée à la fois sur la crise mondialisée du capitalisme ouverte en 2008-2009, sur l'affaiblissement de l'hégémonie mondiale des USA conséquence du développement économique dans le monde et de l'essor de la Chine, sur le propre aveuglement, l'arrogance des dirigeants américains dont Biden aujourd'hui reprend la folle prétention à gouverner le monde. Et surtout, sur le rejet des peuples, leur aspiration à l'autodétermination ainsi que le refus de la guerre aux USA.

La débandade américaine ne règle rien. Le capitalisme financier mondialisé est un monde multipolaire soumis à l'instabilité économique et financière, aux guerres commerciales, à de multiples conflits militaires locaux, à une montée du militarisme, un état de guerre permanent. Sans oublier la menace que représente une polarisation militaire entre les USA et la Chine dont l'épisode de la rupture de contrat de l'Australie avec la France est un effet collatéral.

Rompre avec le dialogue social et l'impasse des journées d'action, un programme et un plan pour imposer les réponses d'urgence

L'intersyndicale CGT, FO, SUD, FSU a appelé à une journée interprofessionnelle le 5 octobre. Cet appel tardif vient après des appels catégoriels, le 14 septembre pour les soignants, le 23 pour les enseignants, le 1^{er} octobre pour les retraités et après avoir abandonné les manifestants du samedi sans perspective.

Le 5 octobre sera pour bien des travailleurs l'occasion de dire leur mécontentement, de se rassembler, de tenir des Assemblées, des interpros, d'essayer de sortir des cloisonnements syndicaux mais il est clair qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour discuter d'un plan et d'un programme capables de répondre à l'offensive engagée par le grand patronat et le gouvernement.

Ce plan, ce programme ne peuvent pas plus se concilier avec le dialogue social qu'ils ne le peuvent avec le capitalisme.

Une politique sanitaire démocratique et efficace, une véritable politique de vaccination, la garantie de revenus permettant à toutes et tous de vivre dignement, l'échelle mobile des salaires, la garantie d'un emploi par le partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire, l'embauche massive dans les services publics, ces exigences essentielles du monde du travail sont incompatibles avec la logique de la course à la rentabilité financière.

Il en est de même des mesures nécessaires pour répondre aux difficultés rencontrées à tous les niveaux de la vie sociale, l'éducation, le logement, l'exigence d'égalité entre les sexes, les droits des femmes et des minorités sexuel-

les, la défense de l'IVG. Répondre à l'offensive sécuritaire, aux violences policières et au racisme, c'est contester l'État de la classe dominante.

Aucune mesure qui répond aux besoins de la population ne peut être mise en œuvre sans la mobilisation, l'organisation de la population elle-même pour contester l'ordre établi.

Le contrôle des travailleurs et de la population pour garantir leur droit et réorganiser l'économie

Le patronat engage une partie des milliards distribués par l'État pour moderniser son appareil de production, c'est-à-dire le rendre plus rentable en le concentrant, en éliminant les canards boiteux, par l'automatisation des chaînes, l'intensification de l'exploitation, de la flexibilité, de la précarité.

En finir avec cette logique perverse, c'est changer le rapport de force pour conquérir la démocratie, prendre le contrôle de l'économie, se donner les moyens de la gérer rationnellement, construire le pouvoir de ceux qui produisent tout et devrait diriger la société, le pouvoir des travailleurs.

Assurer à toutes et tous une vie digne du XXI^e siècle, c'est exproprier les banques privées, les regrouper dans un monopole public bancaire et de crédit ; annuler la dette publique ; fermer les bourses et les marchés financiers ; prendre le contrôle de l'appareil de production, des multinationales sous le contrôle de leurs travailleurs.es.s et de la population, à commencer par celles des secteurs clés de l'économie sur lesquels repose la satisfaction des besoins les plus immédiats : santé, industrie pharmaceutique, énergie, transports, agro-alimentaire...

Contre la montée des préjugés réactionnaires, du nationalisme, une politique de classe internationaliste

La présidentielle attise les luttes et surenchères au sein du bloc réactionnaire de LREM au RN en passant par LR avec l'invité de dernière minute, Zemmour, pour savoir qui prendra la tête de l'offensive des classes dominantes contre la population pour défendre leur ordre social injuste et inégalitaire, leurs privilèges, un ordre révolu. Peu importe, au final, celle ou celui qui sortira gagnant de cette combinaison politicienne perverse dans laquelle Zemmour se voudrait à la fois faiseur d'opinion et faiseur de roi pour ses propres ambitions. Au-delà des surenchères sécuritaires, nationalistes, racistes, le nouveau pouvoir qui sortira de la présidentielle puis des législatives qui suivront pourrait bien donner naissance à un nouveau parti de droite extrême dont la ou le chef sauront se plier aux exigences et aux besoins des classes dominantes contre la population.

Face à cette offensive réactionnaire, la gauche non seulement est impuissante mais elle intègre elle-même bien des préjugés nationalistes et sécuritaires après avoir ouvert la porte au FN par ses reniements au pouvoir depuis

Mitterrand jusqu'à Hollande et Valls en passant par Jospin dont Mélenchon fut ministre.

Face à la menace de la droite extrême, il n'y a pas d'autre voie que d'engager la lutte pour défendre les intérêts, sociaux, démocratiques de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, qu'ils aient ou non une religion, par-delà les frontières.

La campagne présidentielle et la nécessaire contre-offensive du monde du travail

La campagne présidentielle s'inscrit pour le mouvement révolutionnaire dans une bataille politique majeure pour regrouper nos propres forces afin de contribuer au regroupement de l'ensemble du mouvement et, plus largement, du monde du travail.

C'est bien pourquoi nous avons raison de vouloir utiliser la tribune électorale pour aider à l'organisation du monde du travail.

Ceci dit, mener une telle bataille exige une grande clarté politique sans laquelle la logique électoraliste, le piège de la personnalisation, l'autonomisation des candidats dominent ses acteurs même.

Malheureusement, la campagne dans laquelle la conférence nationale de juin a engagé l'organisation ne répond pas à ces exigences de clarté. Bien au contraire elle est marquée du sceau de l'ambiguïté et de la confusion.

Elle est politiquement définie par l'axe que lui a donné la majorité, la pf2 et la pf4, à savoir la préoccupation de trouver une place dans le jeu sans fin des recompositions au sein de la gauche dite radicale voire anticapitaliste, *Rejoignons-nous, Plus jamais ça...* Et la lutte dite antifasciste vient justifier cette quête unitaire sans fin et sans espoir.

Notre camarade Philippe Poutou choisi comme candidat symbolise, aujourd'hui, cette politique, lui qui a été le promoteur de l'alliance électorale avec LFI tant aux élections municipales qu'aux élections régionales. Il s'est pris au piège de la logique électoraliste en prenant l'initiative d'une scission au sein du NPA pour mener à bien la politique d'alliance avec LFI. Le candidat ouvrier a ainsi mis un pied, à son niveau, dans le jeu institutionnel.

Un faux pas ? Nous l'espérons mais depuis la CN de juin, rien n'est venu nous rassurer. Bien au contraire, lors de la conférence de presse qui a suivi, Philippe déclarait ne pas vouloir construire un parti révolutionnaire. Maladresse, on voudrait le croire mais cela ressemble plus à un état d'esprit que l'on rencontre de trop dans l'organisation, le candidat du NPA ne serait que le candidat du mouvement social !

Il est difficile de s'engager dans une campagne sans savoir quels seront les choix futurs de la majorité et de son candidat, sans qu'ils aient jugé utile de faire des gestes pour essayer de recréer un climat de confiance, démocratique, en particulier en revenant sur la politique de scission, conséquence de l'alliance avec LFI, montrer leur volonté d'associer sans imposer une politique qui est loin de faire l'unanimité.

Nous ne demandons qu'à être convaincus de la candidature du NPA pour aider à la défense d'un programme pour les luttes et la transformation révolutionnaire de la société, changer le système. A notre place, nous agissons dans ce sens mais c'est à la majorité de convaincre.

Notre tâche collective est d'œuvrer à la construction d'un parti démocratique et révolutionnaire, un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes et non de chercher notre place dans la recomposition de la gauche de la gauche.

Nous ferons campagne dans le sens de l'unité des révolutionnaires qui nous semble un besoin impérieux. Cette préoccupation devrait traverser l'ensemble de la campagne, de notre activité.

Le mouvement révolutionnaire est aujourd'hui divisé derrière trois candidats potentiels sans oublier toutes celles et ceux qui regrettent qu'il n'y ait pas un candidat de l'ensemble du mouvement révolutionnaire ou qui ne croient pas, en tout premier lieu au sein de la jeunesse, à la voie électorale pour construire une force révolutionnaire ou s'interrogent, la présidentielle n'est-elle pas plus un piège qu'une tribune ?

Cette campagne, il nous faut la mener à partir des comités, avec tous les camarades, en prenant en compte la réalité politique du NPA et du mouvement révolution-

naire, à la base, d'une certaine façon, avec ou sans candidat ou avec plusieurs candidats, sans faire comme LO, s'autoproclamer candidat unique ! C'est l'état d'esprit de bien des militant.e.s que nous côtoyons qui militent en toute indépendance des différents courants d'extrême-gauche et avec lesquels nous voulons jeter les bases d'un parti des travailleurs large, leur donner envie de s'organiser politiquement. Il y a des possibilités pour se créer son propre champ d'activité tout en prenant appui sur la ou les campagnes, nous verrons, des révolutionnaires. Il ne pourra pas y avoir de parti révolutionnaire sans des militants qui se battent pour fédérer les forces par delà le conservatisme fractionnel et les rivalités électorales.

L'ensemble des courants et fractions du mouvement révolutionnaire ne pourront échapper au besoin de s'interroger sur ces divisions paralysantes conséquence du conservatisme qui s'est développé dans la lutte de chaque fraction pour tenir et sur l'absence de stratégie globale qui en résulte. Nous entrons dans une zone de tempêtes et il n'y a pas d'autre voie pour nous donner les moyens de répondre aux besoins du mouvement ouvrier face à la faillite capitaliste.

Le 22 septembre 2021

Contribution aux discussions au sein du NPA